

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Grece-un-accord-contraint-qu-il-ne-faut-pas-soutenir>

Grèce : un accord contraint qu'il ne faut pas soutenir

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : lundi 13 juillet 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Un revolver sur la tempe », selon ses propres termes : Tsipras a signé un « compromis ». Aussitôt, les trompettes des louanges relaient la traditionnelle propagande gouvernementale pour célébrer le rôle de facilitateur de Hollande, la force du « couple franco-allemand » et réciter les refrains, les mantras et les calembredaines habituelles des eurolâtres. La vérité toute crue est, une fois de plus, à des lustres des pseudos analyses de commentateurs qui ne comprennent pas ce qu'ils voient, parlent de textes qu'ils n'ont pas lu et font réagir des « responsables politiques » sans autres informations que celles données par ces plus que douteux intermédiaires.

Sur tous les écrans la même image : madame Merkel face à Alexis Tsipras flanquée de Donald Tusk et de François Hollande. Un spectacle inacceptable. Pas seulement pour un Français à qui il est pénible de se voir de ce côté de la table et de surcroît assis en bout de banc ! Mais surtout pour un Européen. Car cette réunion devenue, faute de critique des commentateurs, une « instance », n'a aucune légitimité. Il y a un Conseil des gouvernements, il y a un Eurogroupe. Il n'y a pas de tandem faisant office d'audit ! La proposition issue de cette réunion n'a donc aucune légitimité. D'ailleurs, les Italiens (troisième économie du continent) ont lourdement protesté. Et le gouvernement finlandais où règne la coalition de la droite et de l'extrême droite a déjà déclaré que cet accord n'était pas le sien ! Voilà qui devrait au moins faire réfléchir les eurolâtres français. Quelle genre d'Europe est-ce là ?

Quant à la discussion dans ce cadre, quelle valeur a-t-elle ? La partie grecque n'y était pas du tout libre. Le pays est en état de blocus financier depuis quinze jours ! L'asphyxie est amplement commencée. Que vaut dans ces conditions une discussion de treize heures sans pause ? Et comment accepter le genre de pression que signifie la présence d'un côté des experts des deux premières économies, appuyés par les assistants du président du Conseil des gouvernements face à un gouvernement seul ? Est-ce ainsi que l'on traite ses partenaires en Europe ? Asphyxie financière du pays et asphyxie physique des négociateurs comme cadre d'échange ?

Après quoi je me dis mal à l'aise du fait du soutien apporté dans notre gauche ici ou là à cet « accord ». Je veux croire qu'il n'aura pas été lu ou lu trop vite... En effet, le texte signé prévoit par exemple l'abrogation de toutes les lois votées depuis février dernier, la remise en cause du code du travail jusque dans des détails comme le travail du dimanche, la surveillance rétablie de la Troïka sur chaque ministère et le devoir de son approbation préalable avant chaque proposition de loi. Quand au rééchelonnement de la dette, question prioritaire, il est, d'une part, mis au conditionnel et, d'autre part, subordonné à l'approbation préalable de tout ceci par le Parlement Grec !

La presse allemande comme le « Spiegel » parle de cet accord comme d'un « catalogue de cruauté ». Le journal « L'Humanité », sous la plume de son directeur Patrick Apel Muller, parle de « la dictature froide de l'Allemagne ». « Angela Merkel, écrit-il, réclame la capitulation sans condition sous peine d'exclusion, accompagnée par quelques gouvernements servile. » La veille, Matéo Renzi, le président du Conseil italien, avait fini par éclater face au gouvernement allemand : « Ça suffit ! ». De toutes part, l'indignation est montée. « Le Monde » rapporte que même les hauts fonctionnaires européens sont outrés. Il montre Tsipras épuisé et humilié.

Telle est pourtant dorénavant l'Union européenne. Le gouvernement d'Alexis Tsipras a résisté pied à pied comme nul autre ne l'a aujourd'hui fait en Europe. Il doit accepter un armistice dans la guerre qui lui est menée. Notre solidarité lui est due. Mais rien ne doit nous obliger à accepter de participer à la violence qui lui est faite. Si j'étais député, je ne voterais pas cet accord à Paris. Ce serait ma manière de condamner la guerre faite à la Grèce. Ce serait ma manière de condamner ceux qui la mènent et les objectifs qu'ils poursuivent.

En France, nous devons condamner de toutes les façons possibles les sacrifices encore demandés aux Grecs et la violence qui leur est imposée. Comme d'habitude, cela commence par le sang-froid face à la meute médiatique et son rouleau compresseur de fausses évidences. Ne jamais perdre de vue qu'ils mettent en mots la réalité pour la faire correspondre à leurs formats de diffusion et que la vérité n'est pas leur première exigence, même au prix de l'absurdité. Dans cette ambiance, il est impossible de retourner la tendance du commentaire, car elle est dans la folie panurgique. Mais, en allumant des signaux et en faisant circuler des analyses documentées, on empêche la débandade intellectuelle et on donne des points d'appui. Dans quarante-huit heures, les ravis de la crèches vont dessaouler. Toutes sortes de gens intellectuellement exigeants vont lire le texte. La résistance va se reconstituer. Certes, personne ne viendra dire merci à ceux qui auront tenus la première ligne de tranchée. Mais ce qui importe le plus sera acquis : une résistance va exister.

Les gens de bonne foi qui cherchent à se faire une opinion libre n'y comprennent rien, en vérité, tant l'accumulation des bavardages transforme en « bruit » toute question. Ils sentent bien qu'on veut leur faire penser quelque chose et ils ne veulent pas se laisser faire. Notre devoir est de tenir bon en tenant tous les bouts du problème posé. Il faut soutenir Alexis Tsipras et ne pas s'ajouter à la meute de ceux qui veulent le déchirer et se rendent complice du coup d'état tenté contre lui et les Grecs. Mais il ne faut pas soutenir l'accord pour ne pas cautionner la violence dont il est issu et qu'il prolonge.

Nous savons que le meilleur atout du peuple grec serait la victoire de Podemos en Espagne et la nôtre en France. Nous y travaillons ! Pour cela, il ne faut pas commettre l'erreur d'approuver aujourd'hui des méthodes appliquées demain aux Grecs, dont on ne supporterait pas qu'elles soient appliquées à la France. En laissant faire le putsch contre Chypre, la France a validé une méthode qui a été depuis étendue à la Grèce. Nous fûmes entraînés dans la boue pour l'avoir dit et même traité d'antisémites pour cela par Harlem Désir, alors premier secrétaire du PS, absent total de la partie européenne qui vient de se jouer alors même qu'il est le ministre français des affaires européennes !

Mobilisés en équipe et avec traducteurs, mes amis et moi nous n'avons pas lâché les devoirs de la froide analyse et de la « solidarité raisonnée » qui est notre règle éthique et politique. Cette discipline, nous la pratiquons depuis la période où nous avons accompagné et soutenu les révolutions citoyennes de l'Amérique latine. En effet, elles posaient déjà à chaque instant le problème de la façon de combiner le nécessaire soutien face à l'ennemi et le droit de ne pas partager une position prise par nos amis sur place. C'est d'ailleurs pour maintenir la possibilité de cette attitude que nous avons refusé à Chavez la construction d'une « cinquième internationale » comme il l'avait proposé, en nous prévenant à juste titre que le refus de sa proposition nous laisserait sans alternative collective. Nous avons mis en veilleuse nos critiques de François Hollande, même si nos encouragements à bien faire ont comme d'habitude été utilisés sans scrupule pour faire croire à notre adhésion.

Cette attitude est celle de la responsabilité devant notre pays et devant nos amis grecs. Sans surprise, une fois de plus, nous avons vu l'exécutif français deux mains en dessous des événements et revenant de Bruxelles comme d'autres de Munich, le sourire aux lèvres et les fleurs au plastron, acclamé par des meutes hallucinées. Je dois évidemment souligner que je ne fais cette comparaison que pour éclairer une scène. Je ne compare jamais l'Allemagne actuelle à celle des nazis. Je ne l'ai jamais fait. On m'a évidemment reproché une phrase pour mieux dépolitiser toutes les autres. J'ai dit que pour la troisième fois, l'Allemagne était en train de détruire l'Europe. C'était le titre ce matin du quotidien proche de Syriza. Avant cela, c'était déjà une appréciation de Joska Fischer, l'ancien ministre écologiste des affaires étrangères de l'Allemagne du temps de Schröder...

Jean-Luc Mélenchon* pour son [Blog](#)

[**Jean-Luc Mélenchon**, né à Tanger au Maroc¹, est un homme politique français. Militant socialiste à partir de 1977, il est successivement élu conseiller municipal en (1983), conseiller général (1985) puis sénateur en 1986, 1995 et 2004, enfin député européen en 2009. Il est ministre de l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002, dans le

Grèce : un accord contraint qu'il ne faut pas soutenir

gouvernement Jospin. Il fait partie de l'aile gauche du Parti socialiste jusqu'au congrès de Reims de 2008, à l'issue duquel il quitte ce parti pour fonder le Parti de gauche (PG), dont il devient d'abord président du bureau national, et puis, coprésident, fonction qu'il conserve jusqu'en 2014. Il est le candidat du [Front de gauche} à l'élection présidentielle de 2012, où il arrive en quatrième position au premier tour, avec 11,10 % des voix.)]